

# VEILLE RÉGLEMENTAIRE

## Environnement

### Fiche VRE.12

#### Emissions sonores

Code de l'Environnement Articles L571-1 à L571-4, L571-6, L571-17 à L571-26  
Code de l'Urbanisme Articles R111-2 et R111-3  
Code de la Santé Publique Articles R1334-30 à R1334-37  
Code de la santé publique Articles 1337-6 à 10  
Arrêté du 20 août 1985 concernant les bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement  
Arrêté du 23 janvier 1997 concernant la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement  
Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)  
Arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage

## 1. Bruit des ICPE

### 1.1 Définitions

En termes de bruit, il faut distinguer le bruit émis par l'établissement vis-à-vis du voisinage (qui fait l'objet de la présente fiche) du bruit émis à l'intérieur des locaux de travail (cf. fiche VRE 19).

L'émergence se définit comme la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement); dans le cas d'un établissement faisant l'objet d'une modification autorisée, le bruit résiduel exclut le bruit généré par l'ensemble de l'établissement modifié.

#### 1.1.1 Les exigences en matière de bruit pour les ICPE

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 23/08/2019

1/5

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les "zones à émergence réglementée" qui sont figées à partir de l'état de l'urbanisation constaté à la date de l'autorisation. Ces zones sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches ;
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme publiés ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

### 1.1.2 Les limites d'émission sonore

Les émissions sonores de l'établissement, en limite de propriété, ne doivent pas dépasser 70 dB(A) durant la période de jour et 60 dB(A) durant la période de nuit sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à ces valeurs.

	Période de jour	Période de nuit	Période intermédiaire
Jours ouvrables (lundi au samedi)	7h à 20h	22h à 6h	20h à 22h 6h à 7h
Dimanche et jours fériés	-	22h à 6h	6h à 22h

Le matériel de manutention doit être conforme en matière de limitation de leurs émissions sonores.

La mesure des émissions pour les installations classées se fait par une personne ou un organisme qualifié. La périodicité de ces mesures est indiquée dans l'arrêté d'autorisation ou l'Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales (AMPG).

Les mesures se font selon la norme AFNOR NF S 31-010 « Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement – méthodes particulières de mesurage » (décembre 2006) et voir Annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 : Méthode de mesure des émissions sonores.

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 23/08/2019

2/5

### 1.1.3 Exigences concernant les autres sources de bruit externes

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## 2. Bruit pour les établissements non ICPE ou bruit de voisinage

### 2.1 Généralités

Lorsque le bruit mentionné à l'article R. 1334-31 a pour origine une activité professionnelle autre que un chantier de travaux publics ou privés, que l'origine est une activité sportive, culturelle ou de loisir, organisée de façon habituelle ou soumise à autorisation, et dont les conditions d'exercice relatives au bruit n'ont pas été fixées par les autorités compétentes, l'atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme est caractérisée par l'émergence globale et spectrale de ce bruit perçu par autrui.

Le maire et d'autres services de l'Etat disposent de moyens juridiques pour réprimer les nuisances sonores.

Il est possible de prévenir le bruit à la source dans le domaine de l'urbanisme. Le zonage du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pourra prévoir une localisation adaptée des industries bruyantes :

- soit en interdisant les habitations au voisinage des établissements ;
- soit en n'autorisant l'implantation de ces derniers qu'à la périphérie non habitée de la commune.

Le règlement du PLU peut imposer des prescriptions d'isolation acoustique ; en l'absence de PLU, le Code de l'urbanisme permet de refuser la délivrance d'un permis de construire ou de ne l'accorder sous réserve de prescriptions spéciales en cas de nuisances sonores.

### 2.2 Répression du bruit de voisinage

L'émergence globale du bruit de l'activité d'une entreprise ne doit pas porter atteinte à la tranquillité du voisinage et à la santé de l'Homme en dépassant ces valeurs limites.

En cas de non-respect des seuils ci-dessous les sanctions sont prévues aux articles R1337-6 à 10 du code de la santé publique

L'émergence globale dans un lieu donné est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant, comportant le bruit particulier en cause, et le niveau du bruit résiduel constitué par l'ensemble des

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

bruits habituels, extérieurs et intérieurs, correspondant à l'occupation normale des locaux et au fonctionnement habituel des équipements, en l'absence du bruit particulier en cause.

Les valeurs limites de l'émergence globale sont les suivantes :

Durée du bruit	Période	Valeurs limites de l'émergence globale, en dB(A)
$X \leq 1$ min	Période diurne (7h à 22h)	11
	Période nocturne (22h à 7h)	9
$1 \text{ min} < X \leq 5$ min	Période diurne	10
	Période nocturne	8
$5 \text{ min} < X \leq 20$ min	Période diurne	9
	Période nocturne	7
$20 \text{ min} < X \leq 2$ h	Période diurne	8
	Période nocturne	6
$2 \text{ h} < X \leq 4$ h	Période diurne	7
	Période nocturne	5
$4 \text{ h} < X \leq 8$ h	Période diurne	6
	Période nocturne	4
$X > 8$ h	Période diurne	5
	Période nocturne	3

Le cas échéant, l'émergence spectrale peut également être mesurée. L'émergence spectrale est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant dans une bande d'octave normalisée, comportant le bruit particulier en cause, et le niveau de bruit résiduel dans la même bande d'octave, constitué par l'ensemble des bruits habituels, extérieurs et intérieurs, correspondant à l'occupation normale des locaux, en l'absence du bruit particulier en cause.

Les valeurs limites de l'émergence spectrale sont les suivantes :

Bandes d'octave normalisées centrées (en Hz)	Valeur limite de l'émergence spectrale (en dB)
125	7
250	7
500	5
1000	5
2000	5
4000	5

La recherche de bruit par la mesure de l'émergence globale et/ou de l'émergence spectrale n'est possible que si, au milieu des pièces principales (avec ou sans fenêtres ouvertes), le niveau de bruit ambiant est supérieur à 25 dB(A), 30 dB(A) dans les autres cas.

Les protocoles de mesure du bruit de voisinage se basent sur la norme AFNOR NF S 31-010 (utilisation d'un sonomètre ; mesure du bruit pendant une période d'au moins 30 minutes).

## 2.3 Homologation des dispositifs/matériels de protection contre le bruit

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Lorsque vous louez ou achetez des dispositifs/objets de protection contre le bruit, le loueur ou acheteur doit vous informer sur leur niveau sonore. Ces dispositifs/objets doivent être homologués. Si le dispositif/objet n'est pas conforme, une autorité administrative pourra vous obliger à ne plus l'utiliser, voire la rendre inutilisable ou la détruire si elle vous appartient. L'immobilisation ou la saisie peut se faire en tout lieu où le dispositif/objet se trouve.

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 23/08/2019

5/5